

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
(Articles 2044 et suivants du Code Civil)

Marché N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS)

ENTRE, D'UNE PART :

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole sis 2 rue Jean Lantier, 75001 PARIS représenté par Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, en sa qualité de Présidente, dûment habilitée à signer le présent accord par la délibération n°2019-01 du Comité syndical en date du 22 janvier 2019.

Ci-après dénommée « *le Syndicat* »

ET D'AUTRE PART :

La société SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 4 406 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle - 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son président Exécutif, M. Arnaud MARION.

Ci-après dénommée « *la Société Smovengo* »

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIIT :

1. —

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié, le 9 mai 2017, le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

2. —

Dans le cadre de ce marché, un délai contractuellement prévu était imparti à la Société Smovengo pour réaliser la mise en service des stations de vélos.

Plus précisément, le Programme Fonctionnel Définitif Clauses Administratives (ci-après PFDA) ainsi que le mémoire technique de la Société Smovengo engageaient la société à respecter les délais suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif, c'est-à-dire son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations ;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

3. —

Concernant le prix, ce marché prévoit, pour la partie forfaitaire, un montant de 478 200 000 euros hors taxe (HT), hors révision de prix, fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement, ce qui correspond annuellement à un montant forfaitaire de 31 880 000 euros HT, hors révision de prix, tel que défini à l'Annexe financière du mémoire technique.

4. —

Ce marché a fait l'objet de quatre avenants.

Par un avenant du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du marché.

Par avenant du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant signé par les parties les 10 et 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

5. —

Par Ordre de Service n°3 du 29 juin 2017, il a été commandé 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (Annexe 2).

6. —

Lors de l'exécution de ce marché, il a été constaté, d'une part, d'importants retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (ci-après BPU) et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

En effet, lors des opérations de vérifications quantitatives réalisées le 1^{er} janvier 2018 et le 1^{er} février 2018, il a été constaté que :

- Au 1^{er} janvier 2018, s'agissant du forfait, seules 6 stations avec un totem étaient complètes, en service et utilisables par les usagers et aucune station n'était en service s'agissant du BPU (Annexe 3a) ;
- Au 1^{er} février 2018, seules 34 stations avec un totem étaient complètes, en service et utilisables par les usagers s'agissant du forfait et aucune station n'était en service s'agissant du BPU (Annexe 3b).

Ces retards et manquements ont également été actés dans les 11 procès-verbaux mensuels suivants rédigés lors des opérations de vérifications des prestations du marché jusqu'au 1^{er} janvier 2019 (Annexe 3c).

7. —

Etant donné les retards et, principalement, les difficultés d'exploitation du service liés aux dysfonctionnements constatés, le Syndicat n'a eu d'autres choix que d'appliquer des pénalités à la Société Smovengo, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives :

En effet, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée lors des opérations de vérifications des 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} février 2018 le Syndicat a notifié le 14 février 2018 deux premiers décomptes de pénalités à la société Smovengo :

- Le décompte n°1 en date du 14 février 2018 correspondant à la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} février 2018 et appliquant une pénalité forfaitaire de niveau 8 soit 1 000 000 euros (Annexe 4a) ;

- Le décompte n°2 en date du 14 février 2018 correspondant à la période allant du 1^{er} février 2018 au 1^{er} mars 2018 et appliquant une pénalité forfaitaire de niveau 8 soit 1 000 000 euros (Annexe 4b).

Rappelant notamment que les pénalités ne peuvent être appliquées qu'en cas d'aléas ou de retards ne relevant pas du titulaire du marché, la Société Smovengo a contesté les deux premiers décomptes de pénalités par deux mémoires en réclamation du 8 mars 2018 (Annexe 5a).

Par courriers des 27 mars 2018 et 16 mai 2018, le Syndicat n'a pas fait droit aux mémoires en réclamation susvisés (Annexe 6a).

Le 8 mars 2018, le Syndicat a notifié à la société Smovengo un décompte de pénalités n°3 correspondant à la période allant du 1^{er} mars 2018 au 1^{er} avril 2018 et appliquant une pénalité forfaitaire de niveau 8 soit 1 000 000 euros (Annexe 4c).

La Société Smovengo a contesté le troisième décompte de pénalités par un mémoire en réclamation en date du 3 mai 2018 (Annexe 5b).

Par une lettre du 8 juin 2018, le Syndicat n'a pas fait droit au mémoire en réclamation de la Société Smovengo contestant le décompte de pénalités n°3 (Annexe 6b).

Le 19 avril 2018, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo un décompte de pénalités n°4 correspondant à la période allant du 1^{er} avril au 1^{er} mai 2018 et appliquant une pénalité forfaitaire de niveau 8 soit 1 000 000 euros (Annexe 4d).

La société Smovengo a contesté le quatrième décompte de pénalités par un mémoire en réclamation en date du 20 juin 2018 (Annexe 5c).

Par une lettre en date du 27 juillet 2018, le Syndicat n'a pas fait droit au mémoire en réclamation de la société Smovengo contestant le décompte de pénalités n°4 (Annexe 6c).

Les 22 mai 2018, 18 juin 2018 et 11 juillet 2018, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo les décomptes de pénalités n°5, 6 et 7 correspondant à chaque période mensuelle allant du 1^{er} mai au 1^{er} août 2018 et appliquant une pénalité forfaitaire de niveau 8 soit 1 000 000 euros chaque mois concerné (Annexe 4e).

La société Smovengo a contesté le cinquième décompte de pénalités par un mémoire en réclamation en date du 25 juillet 2018 (Annexe 5d).

Par une lettre en date du 10 octobre 2018, le Syndicat n'a pas fait droit au mémoire en réclamation de la société Smovengo contestant le décompte de pénalités n°5 (Annexe 6d).

La société Smovengo a contesté le sixième décompte de pénalités par un mémoire en réclamation en date du 2 août 2018 (Annexe 5e).

Par une lettre en date du 10 octobre 2018, le Syndicat n'a pas fait droit au mémoire en réclamation de la société Smovengo contestant le décompte de pénalités n°6 (Annexe 6e).

La société Smovengo a contesté le septième décompte de pénalités par un mémoire en réclamation en date du 18 septembre 2018 (Annexe 5f).

8. —

Afin d'obtenir le paiement des pénalités correspondant aux périodes allant du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} février 2018, du 1^{er} février 2018 au 1^{er} mars 2018, du 1^{er} mars 2018 au 1^{er} avril 2018, et du 1^{er} avril 2018 au 1^{er} mai 2018 le Syndicat a émis quatre titres exécutoires (Annexe 7a à 7d).

Le Syndicat a émis trois nouveaux titres exécutoires correspondant aux périodes allant du 1^{er} mai au 1^{er} juin, du 1^{er} juin au 1^{er} juillet et du 1^{er} juillet au 1^{er} août 2018, reçus par Smovengo le 10 janvier 2019 (Annexes 7e à 7g).

9. —

Jugeant les pénalités susvisées contestables, la Société Smovengo a introduit plusieurs recours devant le Tribunal administratif de Paris.

Premièrement, la Société Smovengo a contesté les décomptes de pénalités correspondant aux périodes allant du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} février 2018 et du 1^{er} février 2018 au 1^{er} mars 2018 par une requête n°1808584 adressée au Tribunal administratif de Paris le 29 mai 2018 dans laquelle elle sollicite l'annulation de ces pénalités (Annexe 8a).

Deuxièmement, par une requête n°1814243 adressée au Tribunal administratif de Paris le 2 août 2018, la Société Smovengo a sollicité l'annulation du troisième décompte de pénalités (Annexe 8b).

Enfin, par une requête n°1817532 en date du 1^{er} octobre 2018 adressé au Tribunal Administratif de Paris, la Société Smovengo a contesté le 4^{ème} décompte de pénalités (Annexe 8c).

10. —

En outre, la société Smovengo a contesté les titres exécutoires correspondant aux pénalités par deux autres requêtes.

Premièrement, par une requête n°1808583 adressée au Tribunal administratif de Paris le 29 mai 2018 la Société Smovengo a sollicité l'annulation des trois titres de recettes émis par le Syndicat (Annexe 9a).

Secondement, par une requête n°1814245 enregistrée le 2 août 2018 devant le Tribunal administratif de Paris, la Société Smovengo a sollicité l'annulation du 4^{ème} titre de recettes correspondant au 4^{ème} décompte de pénalités (Annexe 9b).

11. —

Le 2 février 2018, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 348 380,40 euros HT pour le mois de janvier 2018 dont 2 699 173,33 euros HT au titre du forfait et 649 207,07 euros HT au titre du BPU (Annexe 10a).

Par lettre du 14 février 2018, le Syndicat a rejeté cette demande d'acompte au motif, *d'une part*, que le montant dont le paiement était demandé n'était pas suffisamment justifié et, *d'autre part*, que l'état d'avancement des prestations ne permettait pas de faire droit à l'intégralité de cette demande d'acompte (Annexe 11a), l'intégralité du service fait ne pouvant pas être constaté.

Le 1^{er} mars 2018, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une nouvelle demande d'acompte mensuel d'un montant de 2 416 884,32 euros HT au titre du mois de janvier 2018 portant uniquement sur le forfait (Annexe 10b). Le même jour, Smovengo a déposé *via* Chorus un avoir d'un montant de 3 348 380,40 euros HT en annulation de la demande déposée *via* Chorus le 2 février 2018.

Par lettre du 27 mars 2018, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au motif que la Société Smovengo ne justifiait pas suffisamment les montants réclamés (Annexe 11b).

Le 1^{er} mars 2018, la société Smovengo a déposé *via* Chorus une demande d'acompte d'un montant de 2 548 181 euros HT au titre du mois de février 2018 ne portant que sur le forfait (Annexe 10c).

Le 13 avril 2018, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 351 916,68 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de mars 2018, soit 2 778 129,27 euros HT au titre du forfait et 573 787,41 euros HT au titre du BPU (Annexe 10d).

Le 30 avril 2018, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 348 380,40 euros HT au titre du mois d'avril 2018, soit 2 699 173,33 euros HT au titre du forfait et 649 207,07 euros au titre du BPU (Annexe 10e).

12. —

Par quatre courriers du 4 mai 2018, le Syndicat a notifié à Smovengo le montant des acomptes arrêtés au titre des mois de janvier à avril 2018, s'élevant chacun à 1 million d'euros HT, soit 1,2 millions d'euros TTC au titre des mois de janvier, février, mars et avril 2018 (Annexe 11c à 11f).

La Société Smovengo a demandé au Syndicat de reconsidérer ce montant par une lettre du 14 mai 2018 et a contesté le montant des acomptes mensuels par un mémoire en réclamation du 3 juillet 2018 (Annexe 12 et Annexe 13).

Par lettre du 27 juillet 2018, le Syndicat n'a pas fait droit au mémoire en réclamation de Smovengo (Annexe 14).

13. —

Par requête n°1817529 en date du 1^{er} octobre 2018, la Société Smovengo a sollicité l'annulation de cette décision et a demandé le versement d'une somme complémentaire de 7 665 362,40 euros HT à titre d'acompte (Annexe 15).

Le Syndicat a réglé à la Société Smovengo des acomptes mensuels d'un million d'euros en mai 2018 et juin 2018 et de deux millions d'euros en juillet et août 2018, déterminés en fonction de l'état de réalisation des prestations.

14. —

Dans un contexte de forte détérioration de la qualité du service en avril 2018, indépendamment du non-respect des objectifs quantitatifs, le Syndicat et les élus du comité syndical ont exigé du titulaire du marché un plan de sortie de crise avec des dispositions d'urgence et un calendrier d'actions. En conséquence, à partir de mai 2018, la Société Smovengo a proposé et mis en œuvre un plan d'urgence et financé significativement (à hauteur de plusieurs millions d'euros) dans des mesures palliatives ou correctrices pour parvenir progressivement à un fonctionnement du service conforme aux dispositions contractuelles. La priorité a été mise sur la qualité du service des stations déjà ouvertes afin qu'elles soient parfaitement fonctionnelles et conformes aux obligations techniques contractuelles et, à compter de juillet 2018, sur la définition d'un plan maîtrisé de déploiement jusqu'en mars 2019 au plus tard des nouvelles stations prévues, tenant compte de contraintes opérationnelles apparues dont la Société Smovengo ne pouvait être tenue comme seule responsable.

15. —

En ces circonstances, eu égard au litige d'ores et déjà caractérisé qu'a généré la succession des difficultés entre les parties, celles-ci entendent aujourd'hui, par leur volonté concordante, trouver une issue amiable à ce litige, fondant le présent accord.

16. —

Compte tenu des prétentions sérieuses des parties, du souhait d'éviter des contentieux nécessairement longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir à un accord sur un différend né dans le cadre de l'exécution d'un marché public, les parties se sont rapprochées et sont convenues des modalités d'un règlement amiable, global et définitif du présent litige.

17. —

Il s'agit pour les parties de parvenir à un accord concernant les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des pénalités de retard dans la mise en service tel que prévu au marché et à la qualité d'exécution du service pour l'année 2018.

18. —

Le présent contrat constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil en ce qu'il règle le litige né entre les parties, de sorte que chacune des parties signataires renonce à toute instance ou action en paiement à l'encontre de l'autre au titre de l'exécution des prestations réalisées et de la situation d'enrichissement sans cause ou de droit à dommages et intérêts qui s'ensuivraient.

Les stipulations du présent protocole d'accord modifiant le montant total du marché, raison pour laquelle ces modifications contractuelles sont récapitulées dans un document annexé au présent protocole (Annexe 16) et intitulé « *Avenant n°5* ».

CECI EXPOSÉ, IL A DONC ETE ARRETE ET CONVENU DANS LES TERMES DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 2044 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} - Objet

L'objet du présent protocole transactionnel vise à mettre un terme définitif au litige, tel que défini en préambule, né dans le cadre de l'exécution du marché public conclu par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (ci-après Syndicat) avec la Société Smovengo relatif à la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service.

ARTICLE 2- Concessions réciproques

Afin de mettre un terme à leur différend résultant des conditions d'exécution du marché pour l'année 2018, les parties arrêtent les concessions réciproques et équilibrées qui suivent :

Le Syndicat ainsi que la Société Smovengo consentent mutuellement par le présent protocole à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché public pour l'année 2018, tel que détaillé à l'annexe financière du mémoire technique, à payer par le Syndicat, à la somme de 21 208 587,18 euros hors taxes et hors indexation, soit 21 547 924, 60 euros HT après indexation (indice révision 1,016), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;

- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 4 381 964 euros hors taxe et hors indexation, soit 4 452 075, 40 euros HT après indexation (indice révision 1,016) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2018 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 8 000 000 euros hors taxes, tenant compte des stations constatées lors des opérations de vérifications effectuées en 2018 et du plan de déploiement prévu jusqu'au 31 mars 2019 au plus tard pour des raisons extérieures à Smovengo. ,
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence (Annexe 16).

ARTICLE 3 - Renoncement mutuel à toute instance

Au titre du présent protocole, chacune des deux parties s'engage à renoncer à former toutes instances et actions en paiement à l'encontre de l'autre partie au titre du montant du marché pour l'année 2018 pour la partie forfaitaire ainsi que pour les stations commandées au bordereau des prix unitaires et au titre des pénalités de retard, tous motifs confondus, appliquées à la Société Smovengo pour l'année 2018.

Moyennant la parfaite exécution du présent accord intervenu librement après négociation entre les parties, celles-ci renoncent à tous les droits et actions qu'elles pourraient tenir et s'engagent à n'exercer aucune action ou recours judiciaire par tous moyens et voies de droit ordinaires ou extraordinaires, pour les questions entrant dans le champ d'application du présent accord.

Par suite, la signature du présent protocole emporte le désistement d'instance et d'action réciproque, chacune des parties se déclarant remplie de ses droits et renonçant à tous droits, actions et prétentions concernant l'objet du présent protocole.

A ce titre, la Société Smovengo s'engage à se désister des recours actuellement en cours n°1808584, n°1814243, n°1817532, n°1808583, n°1814245 et n°1817529 introduits par elle devant le Tribunal administratif de Paris dès la signature du présent protocole. En effet, conformément à l'article 2052 du Code civil, le présent fera obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

ARTICLE 4 - Le maintien des garanties

De façon expresse, les parties conviennent que les renonciations évoquées aux articles précédents ne sauraient inclure les éventuelles actions, instances ou autres réclamations relatives à l'application des garanties dues au titre des travaux de voirie et de l'exploitation du service Velib', au titre de la responsabilité contractuelle de la Société Smovengo du fait des livraisons ou prestations réalisées dans le cadre du marché public en cause.

La Société Smovengo reconnaît par la présente transaction que le Syndicat conserve néanmoins tous les droits et toutes les possibilités d'action qui pourraient naître postérieurement à la réception des prestations et notamment que le Syndicat est en droit de bénéficier des garanties sus-évoquées.

ARTICLE 5 – Caractère exécutoire du protocole

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par le Syndicat à la Société Smovengo, après accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité.

ARTICLE 6 : Situation des entreprises

La Société Smovengo, signataire du présent accord, garantit que rien dans sa situation juridique ne lui interdit de conclure le présent protocole et qu'elle n'est pas en état de cessation de paiements ni l'objet de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

ARTICLE 7 – Consentement des parties

Les parties déclarent avoir fait une lecture attentive du présent protocole et s'engagent à exécuter de bonne foi la présente transaction établie conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

ARTICLE 8 – Autorité de la transaction

La présente transaction, en application des articles 2044 et suivants du Code civil et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil, fera obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

En signant le présent protocole, les parties ont en effet entendu mettre un terme définitif à tout différend né ou à naître relativement aux faits et à la situation sus-exposés. Les parties s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux présentes.

Les stipulations de la présente convention prévalent sur toutes stipulations du marché public N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la

mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service qui lui serait contraire.

En revanche, l'intégralité des stipulations contractuelles, qui ne sont pas directement remises en cause par les accords précités, reste inchangée et demeure en vigueur.

ARTICLE 9– Droit applicable et juridiction

Les Parties conviennent expressément que le présent protocole transactionnel est soumis au droit français.

Les Parties conviennent de s'efforcer de régler à l'amiable les différends qui pourraient survenir concernant l'exécution des présentes. Les éventuels différends, contestations ou litiges qu'elles ne pourraient régler à l'amiable concernant les présentes, leur interprétation, leur exécution ou leur résiliation, seront soumis à l'examen du tribunal administratif de Paris.

Fait à, le
.....

Fait à, le

Pour le Syndicat
Sa Présidente

Pour la Société Smovengo
Son représentant légal

En deux exemplaires originaux, dont un sera remis, après signature à chacune des parties.

Annexes :

1. Délibération n°2019-XXX du Comité syndical en date du 22 janvier 2019 ;
2. Ordre de Service n°3 du 29 juin 2017 ;
3. (Annexes 3a à 3c) Procès-verbaux mensuels rédigés lors des opérations de vérifications des prestations du marché ;
4. (Annexes 4a à 4e) Décomptes de pénalités n°1 n°2, n°3, n°4 et n°5, n°6 n°7
5. (Annexes 5a à 5f) Mémoires en contestations des décomptes de pénalités n°1, n°2, n°3, n°4 , n°5, n°6 et n°7 ;
6. (Annexes 6a à 6e) Courriers du Syndicat rejetant les mémoires en contestation des décomptes de pénalités n°1, n°2, n°3, n°4, n°5 et n°6 ;
7. (Annexes 7a à 7g) Titres exécutoires émis par le Syndicat relatifs aux pénalités n°1 à n° 7, correspondant aux périodes allant du 1er janvier 2018 au 1er août 2018.
8. (Annexes 8a à 8d) Requêtes n°1808584, n°1814243, n°1817532 et n° 1822625 de la Société Smovengo en contestation des décomptes de pénalités n°1, n°2, n°3, n°4, n° 5 et 6 ;
9. (Annexes 9a à 9b) Requêtes n°1808583 et 1814245 de la Société Smovengo en contestation des titres exécutoires relatifs aux pénalités n°1, n°2, n°3 et n°4 ;
10. (Annexes 10a à 10e) Demandes d'acomptes déposées par la société Smovengo via Chorus ;
11. (Annexes 11a à 11f) Courriers du Syndicat en réponse aux demandes d'acomptes de la Société Smovengo ;
12. Courrier de la Société Smovengo du 14 mai 2018 demandant au SMAVM de reconsidérer le montant des acomptes ;
13. Mémoire en réclamation du 3 juillet 2018 de la Société Smovengo contestant le montant des acomptes fixés par le SMAVM ;
14. Courrier du SMAVM du 27 juillet 2018 rejetant le mémoire en réclamation de la Société Smovengo en date du 3 juillet 2018 ;
15. Requête n°1817529 de la Société Smovengo en contestation du refus d'acompte ;
16. Avenant n°5 au marché public N°VM 201701-1 fixant le montant global du marché public.